



ROLE DES FEMMES DANS LES CONFLITS FONCIERS AU MALI DANS LE CONTEXTE DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Bamako, 04 juillet 2023

RESUMÉ EXECUTIF

La table ronde sur le « *rôle des femmes dans les conflits fonciers au Mali dans le contexte du sahel et de l'Afrique occidentale* » s'inscrit dans une dynamique d'appui aux débats et réflexions spécialisés ayant une penchée sur le rôle indispensable des femmes au niveau local vis-à-vis du conflit foncier. **Le foncier reste au cœur de la crise multidimensionnelle que subit la sous-région et parfois cet aspect ne reçoit pas l'attention qu'il mérite.** Le premier constat est qu'il serait important que les autorités et leurs partenaires régionaux et internationaux, dans leurs stratégies de résolution des conflits, mettent un accent particulier sur l'apport des femmes dans une perspective d'appropriation locale, nationale et régionale.

Quant aux conclusions et recommandations: renforcer la participation de la femme à toutes les niveaux, changement de certains comportement et des mentalités, identifier et capitaliser les acquis des bonnes pratiques, mettre en pratique une pédagogie adaptée aux communautés et renforcement des capacités des femmes.

Mots de Monsieur José Hornero GÓMEZ Ambassadeur du Royaume d'Espagne auprès du Mali

C'est avec un réel plaisir que je présente ce Policy Paper sur le rôle des femmes dans les conflits fonciers au Mali dans le contexte du Sahel et de l'Afrique occidentale. Région prioritaire pour l'Espagne, le Sahel traverse une période cruciale marquée par une crise multidimensionnelle avec de nombreuses violences terroristes et communautaires. **Les conflits fonciers sont au coeur de la crise.**

Ainsi, parmi les difficultés les plus complexes auxquelles se trouvent confrontés le Mali et les pays du Sahel, nous y trouvons une qui demeure une préoccupation des partenaires de longue date : le rôle des femmes dans les conflits liés à la terre. À cet égard, et moyennant l'accompagnement technique de la Banque Mondiale, l'Ambassade d'Espagne au Mali a estimé utile de mener, de concert avec l'ONU Femmes, l'ONG Sahéliennes Pour la Justice, la Gouvernance, la Paix et la Sécurité (SAGOPS), l'Institut d'Etudes sur le Sécurité (ISS), l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) et la Banque Mondiale, une discussion intitulée « Rôle des femmes dans les conflits au Mali dans le contexte du Sahel et de l'Afrique Occidentale » dont l'objectif est de contribuer à la mise en route de pistes de réflexion afin d'améliorer la participation effective de celles-ci dans les processus d'accès, gestion et d'attribution du foncier.

Cette discussion a mis en lumière des recommandations dont l'une des plus importantes suggère aux partenaires **de réajuster leur mission au Sahel et de l'adapter au niveau stratégique, avec un partenariat approprié en faveur du renforcement des processus au niveau sous régional, national et local en tenant compte davantage des besoins et perceptions locaux et tout en respectant le principe d'appropriation locale.**

Fasse que la présente recherche contribue à éclairer davantage les décideurs et les acteurs concernés à cerner la complexité des conflits fonciers et à apporter des éléments pour définir des réponses adéquates pour aider le Mali à retrouver la paix et le vivre-ensemble qui l'ont toujours caractérisé.

Bamako, le 04 juillet 2023

I- INTRODUCTION

Le but de cette table ronde sur les femmes et conflits fonciers est de débattre des rôles des femmes dans la médiation des conflits fonciers au Mali et le besoin de réaliser des recherches plus approfondies sur ce sujet. Cette table ronde fait suite au lancement d'un projet de recherche dans le but d'apporter une contribution scientifique à la question des conflits fonciers dans la région de Mopti, au centre du Mali, grâce à l'initiative de l'Ambassade d'Espagne au Mali. A la suite de cette première table ronde, il a été décidé d'élargir la réflexion et de l'étendre au rôle des femmes dans les conflits fonciers. L'activité a été organisée grâce à l'appui technique de la Banque Mondiale et l'Ambassade d'Espagne.

Elle a réuni des acteurs de la société civile, des représentants d'institutions étatiques, des agences des nations unies, de l'agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID), de la banque mondiale, des ambassades, des structures de recherche et autres personnes ressources pour débattre des rôles des femmes dans la médiation des conflits fonciers au Mali afin d'améliorer leur participation effective dans les processus d'accès, gestion et d'attribution du foncier.

II- QUESTIONS ABORDÉES

Les panelistes ont développé les sujets suivants :

- les interactions conflits fonciers/femme/crise multidimensionnelle ;
- l'accès des femmes au logement, à la terre et à la propriété;
- la capacité des femmes à obtenir des documents administratifs légalisant leur accession au foncier ;
- le niveau de mise en œuvre du plan régional et des plans locaux du Plan d'Action National de la Resolution 1325 CSNU;
- l'engagement des femmes dans les procédures de résolution des conflits fonciers (formels et informels) et leur participation dans les Commissions Foncières (CoFos);
- des propositions de solutions pour l'amélioration de la gestion des conflits fonciers à travers la participation des femmes au niveau local.

Les panelistes et participants à la table ronde ont dégagé les constats suivants :

- Au Mali, le foncier agricole occupe une place importante pour les femmes et hommes des zones rurales. Il est stratégique et très précieux pour les communautés. Son accès et contrôle sont plus à la disposition des hommes.
- Les terres agricoles mises à la disposition des femmes par les hommes sont souvent des espaces non aménagés. En revanche, elles ont assez souvent réussi à mettre en valeur ces espaces et à produire en grande quantité.
- La femme considérée comme une éternelle étrangère (dans sa famille biologique et celle de son mari) est une perception qui constitue un handicap pour son accès et contrôle de la terre.
- La gestion du foncier par des règles socioculturelles a un impact sur les droits des femmes.
- La faible présence des femmes dans les commissions foncières et une insuffisance de maîtrise du cadre réglementaire par ses membres.
- Difficulté d'obtention des documents administratifs fonciers par les femmes à cause des réalités et pratiques socio-culturelles.
- Pour la résolution des différends liés au foncier, d'une manière générale, il existe des femmes qui se positionnent comme médiatrices pour contribuer à la recherche des solutions. Ces femmes agissent à des niveaux différents mais malheureusement beaucoup d'entre elles ont des connaissances faibles en matière d'analyse des conflits. Par contre, certains projets soutenus par des partenaires traditionnels travaillent pour mettre en place des Comités de Gestion non Violente des Conflits au niveau local avec des femmes et jeunes.
- Les crises sont une opportunité pour les femmes de changer de statut. En pratique, sur le terrain quelques unes quittent le statut de victimes à celui d'acteurs clés dans la logistique et dans l'engagement avec des combattants. Aussi, avec l'érosion de la délégitimation de certaines autorités traditionnelles au centre du Mali, suite à la remise en cause de l'ordre social par les groupes islamistes armés, des femmes sont devenues des acteurs clés dans les processus de négociation.
- Dans la crise malienne, les femmes ne sont pas seulement victimes des conflits, elles sont également actrices et médiatrices.
- Existence d'un mécanisme de coordination des acteurs internationaux sur le foncier qui est piloté par le PNUD. C'est une plateforme numérique qui capture les interventions, les zones et les acteurs.

III- CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Conscients de l'importance des rôles des femmes dans les conflits et l'urgence de leur implication dans la recherche de la solution au Mali, dans le Sahel et l'Afrique occidentale, les panelistes et participants à la table ronde ont conclu sur les points suivants :

1. Un défi de changement de comportement :

Les changements de mentalités et de comportements sont des processus à long terme qui demandent un engagement permanent et dans le temps. A cet effet, des actions d'information, de sensibilisation et de renforcement des capacités doivent continuer à travers des approches inclusives et adaptées en appuyant les efforts des autorités et acteurs locaux.

2. Capitaliser les acquis :

Il existe des opportunités dans un contexte de crise qui ont fait changer les femmes de statut. Procéder à un travail de capitalisation sur les bonnes pratiques et des interventions des différents acteurs sur le terrain. Faire connaître des cas de succès des initiatives développées par des femmes dans le domaine de la recherche de solutions. La recherche doit jouer un rôle important pour identifier ces facteurs de succès. Cela inclut aussi des études complémentaires sur la composition et la fonctionnalité des commissions foncières locales, COFOs.

3. Pédagogie :

Le changement est possible surtout si les méthodes et les approches sont plus adaptées aux vécus et aux expériences des communautés. Des acteurs locaux doivent bénéficier de l'information, de la sensibilisation et de la formation. Ces actions doivent porter sur la connaissance des lois nationales et des textes régionaux et internationaux ratifiés par l'Etat du Mali en matière de droits fonciers et de droits des femmes en privilégiant des approches groupées innovantes pour plus d'impact. Il faut aussi promouvoir des approches de la masculinité positive à travers des méthodes pédagogiques inclusives pour obtenir l'adhésion et le soutien des hommes dans le processus.

4. Participation :

La participation de la femme doit être assurée à tous les niveaux de prise de décisions (national, régional et local) à travers le respect des textes notamment la loi 052 du Mali et la résolution 1325 des Nations Unies. Cette participation favorisera l'adoption des politiques et stratégies plus inclusives pour une société plus juste et équilibrée. Pour se faire, il faut un plaidoyer stratégique pour imposer la place des femmes dans l'économie ce qui améliore également, sa place dans le foyer à travers l'identification des alliés potentiels qui pourront aider les interventions. Elle doit permettre aux femmes de travailler sur des leviers qui peuvent lui permettre d'évoluer du statut d'accès à la terre au statut de propriétaire.

5. Renforcements des capacités :

Ces actions permettront aux femmes de connaître davantage leurs droits et de les revendiquer. Elles permettront aux autres acteurs d'être plus sensibles à la question du genre et travailler pour le développement communautaire de façon inclusive. Elles favoriseront également la redynamisation des espaces communs d'apprentissage et de solidarité.

Panelistes

Mme. Nana Touré

Spécialiste en Politiques et Pratiques de Développement

Consultante (Genre, Gouvernance, Droits de l'Homme, Paix et Sécurité), présidente de l'ONG SAGOPS

Mme. Hady SANGARE

Coordinatrice de programme Agriculture, ONU femmes

M. Mahamadou Ahmadou Maiga

Spécialiste principal de Développement Social, représentant Banque Mondiale

M. Rodrigue Kone

Socio-anthropologue, analyste politique et de sécurité à l'institut d'études sur la sécurité (ISS)

M. Gonzalo Vega Molina

Chef de Département de Coopération avec l'Afrique subsaharienne

Agence espagnole de Coopération internationale pour le développement.

Modérateurs

S.E.M. José Hornero Gómez

Ambassadeur du Royaume d'Espagne au Mali

M. Christophe Rockmore

Coordonnateur de Programmes développement humain à la Banque Mondiale